

Ils l'ont tant aimée,
la Révolution tranquille...

Cahier E



www.ledevoir.com

LE DEVOIR

VOL. C N° 201

LES SAMEDI 5 ET DIMANCHE 6 SEPTEMBRE 2009

2,44\$ + TAXES = 2,75\$

SONDAGE LÉGER
MARKETING—*Le Devoir*

Marois perd des plumes

ANTOINE ROBITAILLE

Québec — Pauline Marois perd des plumes. Moins de Québécois voient en elle la personnalité politique qui ferait «le meilleur premier ministre», selon ce qu'indique un sondage Léger Marketing-*Le Devoir*. Alors qu'en mai, 30 % des personnes interrogées la préféreraient aux autres chefs, le dernier coup de sonde indique qu'ils sont maintenant 25 % à en dire autant. Pendant ce temps, le chef libéral Jean Charest a vu sa cote s'améliorer légèrement, passant de 30 à 32 %.

De plus, les Québécois consultés se montrent plutôt critiques envers la chef péquiste puisque 29 % d'entre eux seulement se disent très satisfaits (3 %) ou satisfaits (26 %) de son travail dans l'opposition. La fin de session du printemps difficile pour le PQ, malgré les dossiers gouvernementaux ardues (Caisse de dépôt, tests pour le cancer du sein, FIER, etc.), ainsi que la perte du franc-tireur principal de l'équipe, François Legault, ont nuit à la cote globale de Mme Marois. D'autant plus qu'au cours de cet été pluvieux, elle a surtout fait parler d'elle, dans les médias, lorsqu'on a abordé la question de la mise en vente de son manoir de l'Île-Bizard.

L'écart dans les intentions de vote entre les deux partis n'a toutefois pratiquement pas bougé depuis le printemps. Si les élections avaient lieu aujourd'hui au Québec, 41 % opéreraient pour le PLQ et 37 % pour le Parti québécois. «On obtient un peu les mêmes chiffres qu'à la fin du printemps et ce n'est pas vraiment surprenant, car il ne s'est pratiquement rien passé en politique québécoise pendant l'été», a fait remarquer Christian Bourque, vice-président de la recherche chez Léger Marketing.

La différence de quatre points est toutefois la plus importante dans les intentions de vote pour



41%



37%



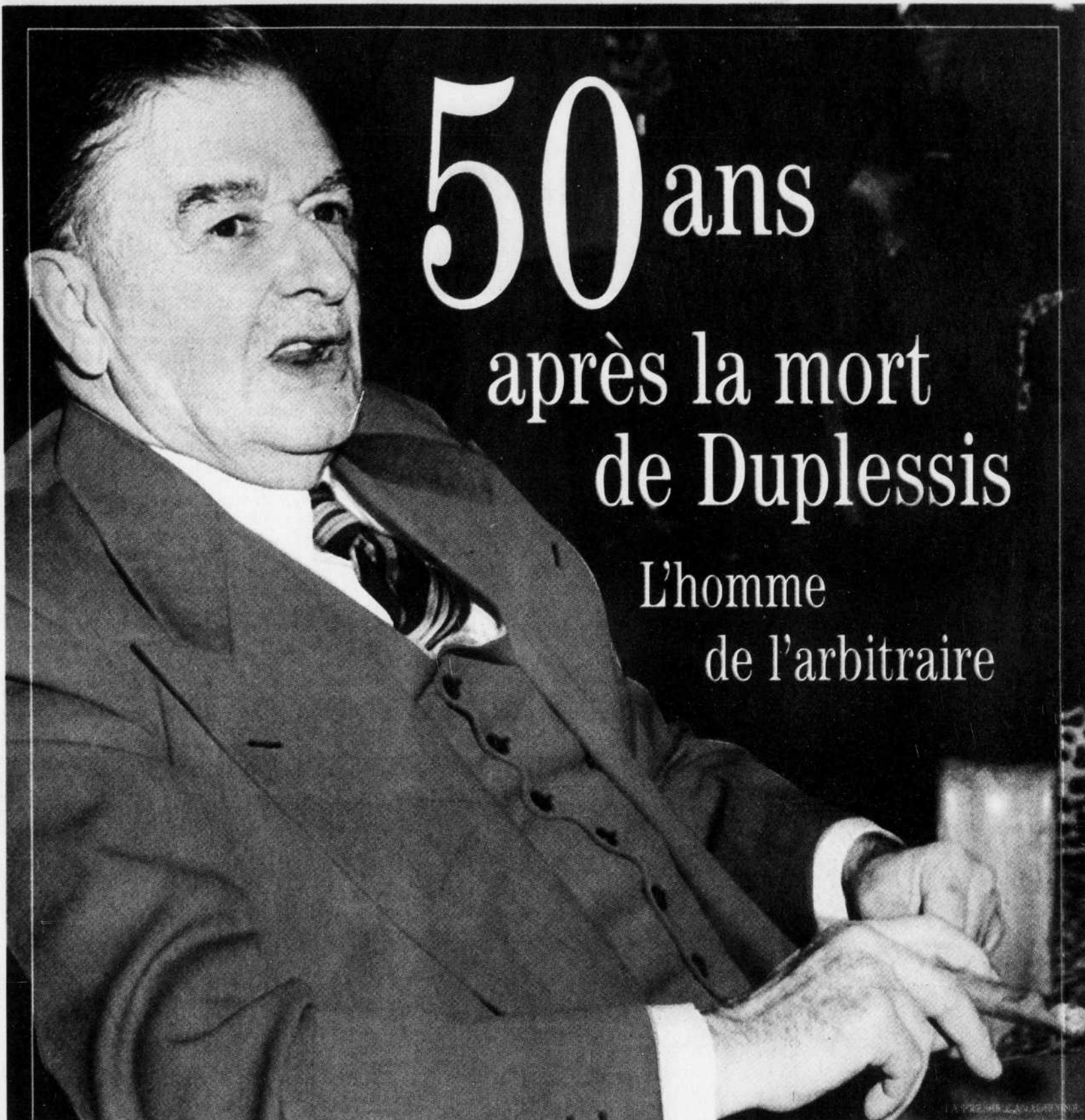
10%



6%



5%



50 ans

après la mort de Duplessis

L'homme de l'arbitraire

JEAN-FRANÇOIS NADEAU

Nous sommes le 7 mai 1957. L'avocat Jacques Perrault, 44 ans, président du conseil du *Devoir*, vient d'être trouvé mort dans son bureau. Il s'est suicidé. La veille, il ne s'est pas présenté à une assemblée qui devait pourtant le choisir comme candidat à la prochaine élection sous la bannière du Cooperative Commonwealth Federation, l'ancêtre du NPD.

Beau-frère d'André Laurendeau, le rédacteur en chef du journal, Perrault est l'une des victimes méconnues du duplessisme. Actif auprès de certains milieux de gauche, Jacques Perrault perd son poste de secrétaire à la faculté de droit de l'Université de Montréal en raison de son engagement politique contre l'Union nationale, tout comme le médecin en chef de l'hôpital Sainte-Justine est destitué, sans motif ni préavis, de son poste de doyen de la faculté de médecine.

À son cabinet, le jeune avocat voit défiler devant lui des syndicalistes qui, souvent gênés, viennent lui dire qu'ils doivent à regret lui préférer un membre du Barreau qui est membre de l'Union nationale...

Avec le juriste Frank Scott, Perrault mène alors, à sa façon, une lutte contre la Loi du cadenas, une mesure qui permet au gouvernement

VOIR PAGE A 10: DUPLESSIS

VOIR PAGE A 10: MAROIS



REUTERS

LE MONDE

Un raid tue des civils dans le Nord afghan

■ À lire en page A 8

FÊTE DU TRAVAIL

Le Devoir ne sera pas publié lundi.
De retour mardi. Bon congé!

INDEX

Actualités.....	A 2	Idées.....	C 5
Annonces.....	B 8	Monde.....	A 8
Avis publics.....	B 6	Mots croisés.....	C 6
Bourse.....	B 2	Météo.....	C 4
Carrières.....	B 5	Perspectives.....	C 1
Décès.....	B 8	Rencontres.....	D 4
Économie.....	B 1	Sports.....	B 8
Éditorial.....	C 4	Sudoku.....	C 6

33^E FFM

Deux Miller sur un plateau

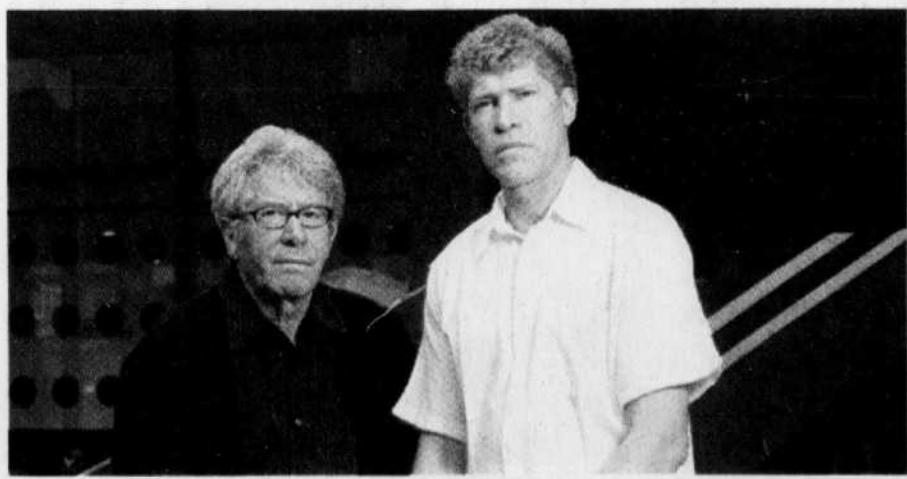
Claude et Nathan Miller, père et fils, à la réalisation de *Je suis heureux que ma mère soit vivante*, en compétition au FFM, explorent à quatre mains le parcours d'un garçon adopté, brisé par l'abandon précoce.

ODILE TREMBLAY

Célèbre cinéaste français tant qu'on voudra, Claude Miller demeure un peu Québécois d'adoption. Il vient souvent faire sa postproduction chez nous. On le rencontre ici et là

dans nos rues, figure familière du FFM aussi, où *Un secret* fut couronné en 2007. «*À Montréal, on travaille mieux, estime-t-il. Tout est plus simple.*» Il s'avoue reconnaissant à notre public

VOIR PAGE A 10: MILLER



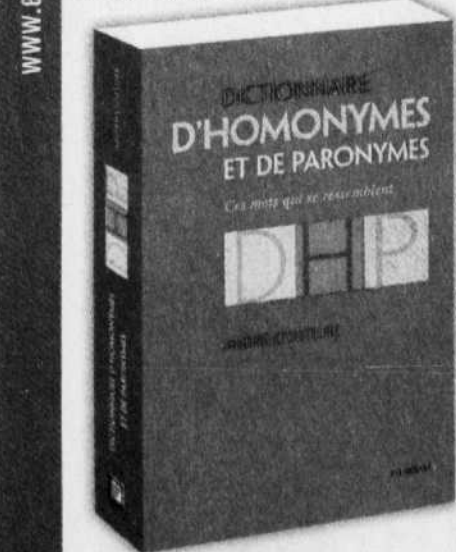
PEDRO RUIZ LE DEVOIR

Claude Miller et son fils Nathan

■ FFM: autres entrevues et critiques à lire en page B 9

Un DICTIONNAIRE
INÉDIT

Idéal pour le rédacteur,
le cruciverbiste, le joueur
de scrabble...



ANDRÉ COUTURE
Dictionnaire d'homonymes
et de paronymes

Ces mots qui se ressemblent

624 pages • 29,95\$

FIDES **F**

ACTUALITÉS

Le Moulin à paroles

Trop bavard au goût de certains

Le gouvernement Charest et le maire Labeaume boycotteront la commémoration de la bataille de 1759

Dans une nouvelle polémique sur le 250^e anniversaire de la bataille de 1759, le maire de Québec et le gouvernement libéral se dissocient de l'événement Le Moulin à paroles.

ISABELLE PORTER

Dérangés par la présence au Moulin à paroles du militant nationaliste Patrick Bourgeois, qui devait lire un texte du défunt Front de libération du Québec (FLQ), le maire de Québec, Régis Labeaume, et le gouvernement libéral ont décidé de ne pas participer à cette commémoration, jugée trop partisane.

Selon le ministre responsable de la capitale nationale, Sam Hamad, les organisateurs cautionnent le terrorisme «en encourageant les gens dans le FLQ [sic]». «Ils sont rendus loin de la poésie. Le

FLQ, pour moi, le souvenir que j'ai, ce sont les assassinats, les bombes.»

«Le FLQ, pour moi, le souvenir que j'ai, ce sont les assassinats, les bombes»

- Sam Hamad

rez-nous des libéraux.

Différentes personnalités ont été invitées à se joindre à eux: des artistes surtout, mais également certains politiciens, comme Pauline Marois, Françoise David, le maire Labeaume et le premier ministre Charest.

Ce dernier ayant décliné leur invitation, les organisateurs comptaient sur la présence d'un autre membre du gouvernement libéral. Or M. Hamad a clairement indiqué hier qu'aucun représentant de son parti n'en serait. Les députés libéraux auraient refusé notamment de lire le texte qu'on leur avait assigné, soit le discours



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Non seulement Jean Charest ne participera pas à l'événement, mais aucun membre du gouvernement n'y sera, a prévenu Sam Hamad.

prononcé par Robert Bourassa au lendemain de l'échec de l'accord du lac Meech.

Quant au maire Labeaume, qui remettait ouvertement en question jeudi sa participation au Moulin à paroles en raison de son caractère trop partisan et trop souverainiste, il a confirmé hier qu'il n'y serait pas non plus.

À la radio la veille, il avait souligné que la présence de Patrick Bourgeois du Réseau de résistance du Québécois (RRQ) l'indisposait tout particulièrement, parce que ce dernier avait fait dans l'incitation à la violence lors de la mobilisation contre la reconstitution de la bataille des Plaines.

Reprochant au maire de «puiser son inspiration dans les radios-poubelles», le principal intéressé plaiderait hier que c'était faux. «Les plus décidés poseront aussi des gestes de désobéissance civile afin

de perturber la commémoration», avait-il déclaré en janvier.

Rappelons qu'à l'époque, le cinéaste Pierre Falardeau s'était montré moins subtil, se disant prêt à «pitcher de la marde, du fumier, des roches» à quiconque participerait à la commémoration. M. Falardeau a fait savoir qu'il ne pouvait pas participer au Moulin à paroles en raison de graves problèmes de santé.

Silencieux hier, les organisateurs ont refusé de confirmer ou d'infirmer le fait que le manifeste du FLQ fera partie de la liste des textes historiques qui seront lus dans le cadre du Moulin à paroles.

Il appert pour l'instant qu'aucun des artistes invités ne s'est désisté. Le Parti québécois et Québec solidaire ne remettent pas non plus en question leur participation.

«Ils ont peur de prononcer des textes nationalistes, dénonçait hier le député péquiste Maka Kotto. Ne sommes-nous pas une nation, selon ce que Harper lui-même a dit?» Même son de cloche du côté de Québec solidaire: Françoise David sera présente comme prévu. «Nous, on va de l'avant, a fait savoir l'attaché de presse de son parti, Francis Boucher. M. Bourgeois est un invité parmi beaucoup d'autres. Les gens qui organisent ça sont des gens intéressants en qui nous avons confiance.»

Rappelons qu'après l'annulation de la reconstitution historique de la bataille des Plaines en février, le premier ministre Charest avait accusé ses opposants péquistes d'entretenir des liens avec des gens «faisant allusion à la violence», ce qui avait poussé le chef Pauline Marois à annoncer, dès le lendemain, que son parti n'achèterait plus de publicités dans le journal *Le Québécois* que dirige Patrick Bourgeois.

Prié de dire si la présence au sein du Moulin à paroles de ce dernier le dérangeait, le député Maka Kotto a rétorqué hier qu'il ne «partageait pas le point de vue de M. Bourgeois dans un certain nombre de dossiers» mais qu'il serait «sectaire» de ne pas participer à l'événement pour cette seule raison.

Le Devoir
Avec La Presse canadienne

H1N1: les femmes enceintes auront le choix du vaccin

HELEN BRANSWELL

Toronto — Le Canada offrira des vaccins sans adjuvant contre la grippe A(H1N1) aux femmes enceintes qui, autrement, auraient pu choisir de ne pas se faire vacciner, a indiqué l'administrateur en chef de la santé publique du Canada.

Le docteur David Butler-Jones a confirmé à la Presse canadienne que le Canada achètera 1,2 million de doses du vaccin sans adjuvant. Celles-ci seront réservées aux femmes enceintes, qui courent de plus grands risques d'être malades et même de mourir si elles contractent le virus.

«Je veux que l'on offre une solution de rechange aux femmes enceintes», a déclaré le docteur Butler-Jones en entrevue.

La société GlaxoSmithKline, qui produit le vaccin pour le gouvernement du Canada, fournira également une variante sans adjuvant, qui devrait être prête en même temps que les autres cet automne.

Un adjuvant est un composé qui stimule la réaction du système immunitaire au vaccin, permettant d'utiliser de moindres doses pour chaque personne. Le Canada a choisi de s'approvisionner en vaccins avec adjuvant à la suite des recommandations de l'Organisation mondiale de la santé, qui a suggéré aux pays peuplés d'utiliser des techniques de vaccination favorisant «l'économie d'antigènes» afin de maximiser l'approvisionnement mondial.

Alors que quelques pays européens utilisent des vaccins avec adjuvant depuis plusieurs années, aucun des vaccins homologués au Canada n'en contient. Et il n'existe aucune donnée sur l'utilisation d'un vaccin avec adjuvant pour les femmes enceintes — une situation qui en fait hésiter plus d'une à faire usage de toute forme de médicaments ou de thérapies.

«Il n'y a aucun doute qu'il existe beaucoup plus de données relatives à l'efficacité des vaccins sans adjuvant pour les femmes enceintes», a reconnu la docteur Marie-Paule Kieny, directrice de l'initiative pour la recherche en immunologie de l'OMS.

«Est-ce que cela signifie qu'il [le vaccin avec adjuvant] ne sera pas sécuritaire? Non. Cela signifie qu'il n'existe aucune preuve catégorique qu'il sera sécuritaire.»

La Presse canadienne

5 ET 6 SEPTEMBRE

BOUTEILLE
GRATUITE
DE VOTRE CHOIX

D'UNE VALEUR DE 15\$ OU MOINS
POUR CHAQUE TRANCHE D'ACHAT DE 100\$

18+

La promotion «Le meilleur goût» est réservée aux clients SAQ.

PRENEZ GOÛT À NOS CONSEILS



SAQ

Titulaires de permis, agences de la SAQ, comptoirs Vin en vrac, SAQ Dépôt et SAQ.COM exclus. Pour chaque tranche d'achat de 100\$, une bouteille d'une valeur de 15\$ ou moins sera déduite du montant total de la facture. Le produit choisi sera celui dont le prix se rapproche le plus du maximum de 15\$. Si la valeur du produit est inférieure à 15\$, aucune déduction pour combler la différence de prix ne sera effectuée et aucun argent ne sera remis. Cette promotion ne peut être convertie en crédit. Elle ne peut pas non plus être appliquée à un produit dont le prix est supérieur à 15\$. Cette promotion est en vigueur les 5 et 6 septembre 2009 seulement et s'applique uniquement aux produits offerts en succursale, à l'exception des cartes-cadeaux SAQ, des cartes de dégustation et des bons-cadeaux «Les Connaisseurs». Les produits commandés par l'entremise du service des commandes privées sont exclus de cette promotion. 18 ans et plus. Achats non cumulatifs.

ACTUALITÉS



De la concentration à l'éclatement

Il y a un an, Gesca a offert sept de ses journaux à Transcontinental, qui n'en a pas voulu

Au début de la décennie, Gesca constituait un petit empire de presse. L'an dernier, la filiale de Power Corporation a jonglé avec l'idée de se départir de sept de ses journaux pour ne conserver que *La Presse*. De quoi teinter les négociations qui se poursuivent dans ce journal menacé de fermeture...

STÉPHANE BAILLARGEON

Gesca a offert il y a un an au Groupe Transcontinental d'examiner la possibilité d'acheter tous ses journaux, sauf *La Presse*. Après avoir scruté les comptes des sept publications en question (les quotidiens *Le Soleil*, *La Tribune*, *Le Droit*, *Le Nouvelliste*, *La Voix de l'Est*, *Le Quotidien* et l'hebdomadaire *Le Progrès-Dimanche*), Transcontinental a poliment refusé de poursuivre les discussions, selon les informations obtenues par *Le Devoir*.

L'approche a été qualifiée de « démarche exploratoire » par une source proche de Transcontinental. Un porte-parole officiel a refusé d'informer ou de confirmer l'information concernant la tentative de mise en vente. « Nous avons comme politique de ne pas commenter les rumeurs », a dit laconiquement Sylvain Morissette, du service des communications de l'entreprise.

Gesca travaille maintenant à un plan de sauvetage de ses publications menacées par la crise structurelle qui affecte les médias. Les employés de *La Presse* doivent consentir à d'importantes concessions sous peine de fermeture du quotidien le 1^{er} décembre. Les deux parties ont convenu hier de « poursuivre de manière intensive le processus de négociation », selon un communiqué conjoint.

Les syndicats pourront examiner les livres comptables de *La Presse* d'ici quelques semaines. Gesca pourrait bientôt étendre ses menaces de « cessation de parution » aux employés du *Soleil* puisque leur propre convention collective sera échue le 31 décembre prochain.

Des acquisitions

Au début de la décennie, les deux mêmes groupes, Gesca et Transcontinental, bataillaient ferme pour acquérir certains de ces mêmes journaux maintenant jugés sans valeur ferme, ou tout comme. Gesca, qui possédait déjà *La Tribune* de Sherbrooke, *Le Nouvelliste* de Trois-Rivières et *La Voix de l'Est* de Granby, avait alors acquis d'UniMédia *Le Soleil* de Québec, *Le Droit* d'Ottawa, *Le Quotidien* et *Le Progrès-Dimanche* de Chicoutimi, en plus de trois imprimeries. Le gouvernement du Québec ne s'était pas opposé à la transaction mais avait convoqué une commission parlementaire sur la concentration de la presse dès février 2001.

Il existe une quinzaine de grands propriétaires de quotidiens au Canada. Groupe Transcontinental CTC ltée demeure le plus important imprimeur de magazines (dont ceux de Rogers) et le second imprimeur de journaux au pays (dont *The Globe and Mail*). Ses revenus dépassaient les 2,4 milliards en 2008. La compagnie embauche quelque 13 500 employés sur le continent. Sa filiale Médias Transcontinental compte une cinquantaine de titres, dont le journal *Les Affaires*, les magazines *Elle Québec* et *Le Bel Âge*. La récession l'a cependant forcé à mettre en branle, en mars dernier, un « plan de rationalisation » prévoyant des fermetures d'usines et de publications et la mise à pied de 1500 employés.

Gesca ltée se rattache à Power Corporation du Canada, qui a aussi des actifs dans les services financiers et les assurances. Gesca possède le site



Cyberpresse, où sont regroupées les informations des différents quotidiens du groupe.

Nouvelle relation d'affaires

Les deux grandes entreprises sont maintenant très liées. Transcontinental exploite neuf imprimeries, dont une toute récente, construite à Pointe-aux-Trembles, qui produit *La Presse* depuis 2003. Le contrat était alors évalué à 900 millions sur 15 ans.

Au même moment, Gesca a aussi vendu à Transcontinental 24 publications régionales (18 hebdomadaires et 10 périodiques) et ses imprimeries liées à ses quotidiens *Le Soleil*, *Le Nouvelliste* et *Le Droit*. Des ententes totalisant 750 millions sur 15 ans ont été signées pour imprimer ces trois journaux. Gesca demeure par ailleurs propriétaire des installations servant à l'impression des quotidiens *La Tribune* et *La Voix de l'Est*, ainsi que du *Quotidien* et du *Progrès-Dimanche*.

La Presse dit perdre 2 millions par mois. La vente des journaux marginaux aurait vraisemblablement servi à tirer *La Presse* de son bourbier, comme on se débarrasserait d'une flotte pour sauver le navire amiral. Le plan de sauvetage en application depuis quelques mois a permis d'économiser un premier million de dollars mensuel en imposant la réduction du format du journal et l'élimination de l'édition du dimanche. L'autre million viendra des poches des employés.

Cette crise profonde malmène durement la stratégie de la convergence mise en place sous Guy Crevier, président et éditeur de *La Presse* mais aussi président de Gesca. La même conclusion frappe partout sur le continent. CanWest a revendu certains de ses journaux, BCE a cédé le contrôle de Globemedia qui regroupait CTV et le *Globe and Mail*.

La majorité des journaux du monde sont confrontés à une mutation radicale de leur mode

de affaires. Le tirage stagne ou régresse. La publicité s'effrite. La dématérialisation massive de l'information et de la pub n'a pas encore porté les profits escomptés.

Les propriétaires réduisent les coûts de multiples manières, y compris en obtenant des concessions de la part de leurs employés. Fin juillet, les journalistes du *Boston Globe* ont accepté une baisse de salaire de près de 6 % et bien d'autres reculs. Le journal, payé 1,1 milliard en 1993 par Times Corp., vaudrait maintenant moins de 250 millions, et encore.

Ici, *Le Journal de Montréal* est en lock-out. *Le Journal de Québec* sort d'un long conflit de travail qui a réduit les avantages des employés. *Le Globe and Mail* a gelé le salaire de ses reporters pour deux ans et introduit un régime de retraite beaucoup moins généreux pour les nouveaux employés.

Le Devoir

François Gendron
avocat
LL.L., M.A., Ph.D.
Vieux Montréal 514.845.5545

Sophie Downs
Membre O.P.Q. et R.C.P.O.S.S.
Psychologue clinicienne
ADULTES · COUPLES
25 ANS D'EXPÉRIENCE
514-861-0630
VIEUX-MONTRÉAL

25^e anniversaire Jean-Paul II au Canada
(9 - 20 septembre 1984 / 2009)
« Cette terre est une terre sainte! »
(Homélie de Jean-Paul II à Montréal, 11 septembre 1984)
La population est invitée à se souvenir et à rendre grâce **mercredi le 9 septembre 2009 à 19h30** au cours d'une messe solennelle présidée par S.E. Mgr André GAZAILLE, évêque auxiliaire à Montréal
à l'église Notre-Dame-de-la-CONSOLATA 1700 rue Jean-Talon est (coin Papineau) Métro FABRE
(Les prêtres sont bienvenus pour concélébrer)

PROCHAIN TRAIN 18:34
Si ceci ressemble à un test de maths, visitez mathscourantes.ca ou appelez le 1 800 303-1004.
La solution par les maths
ABC CANADA
Literary Foundation
Fondation pour l'alphabétisation

PRÉSENTÉ PAR HSBC PREMIER The world's local bank
LES PLUS GRANDS SALONS DE L'ÉCOLE PRIVÉE AU CANADA
expo D'ÉCOLES PRIVÉES 2009
www.ourkids.net/expo
MONTRÉAL 12 SEPTEMBRE
Holiday Inn Pointe-Claire 11h - 15h
ÉCOLES PRÉSENTES
Banff Hockey Academy
Bishop's College School
Centennial Academy
Chatham Hall
College Prep International
The Glenholme School
The Kildonan School
Kuper Academy
Miss Edgar's & Miss Cramp's School
Maplebrook School
Neuchâtel Junior College
Pinehurst School
Sedbergh School
The Study
Trinity College School
Venta Preparatory School
SÉMINAIRES D'INFORMATION
• Choisir une école
• De jour ou pensionnat
• Conseils financiers
UN INCONTOURNABLE POUR :
• Découvrir les institutions éminentes
• Connaître le processus d'admission
ENTRÉE GRATUITE
• Inscrivez-vous en ligne www.ourkids.net/expo
COMMANDITAIRES
OUR KIDS GO TO SCHOOL
family
THE GLOBE AND MAIL

50 ANS APRÈS LA MORT DE DUPLESSIS

Le coup de crayon de Robert LaPalme

JEAN-FRANÇOIS NADEAU

Pipe accrochée au coin de la bouche, nœud papillon en soie au cou, Robert LaPalme (1908-1997) me racontait quelques fois, dans l'antre de son appartement un peu sombre, qu'il n'avait jamais voulu rencontrer Duplessis. «J'ai eu plusieurs occasions de aller lui serrer la main. Ces politiciens-là, à ce niveau-là, sont des séducteurs nés. Après, je serais certainement ressorti de son bureau avec ses pantoufles dans la gueule, comme un bon chien, comme tous les autres.»

LaPalme, caricaturiste du *Devoir* dans les années 1950, est peut-être celui qui a le plus souvent chargé contre l'Union nationale de Duplessis. «Un jour, Duplessis m'a demandé, par l'entremise de Denis Drouin, un de ses amis, de venir le voir au château Frontenac, sa résidence

lorsqu'il était à Québec. Drouin, qui travaillait à Radio-Canada, me dit que le premier ministre était amusé par mes dessins et qu'il souhaitait me rencontrer. Je connaissais assez Duplessis pour savoir qu'il ne pouvait pas aimer mes caricatures... Vous savez, Duplessis était un homme rudement intelligent.»

Le caricaturiste mange à cette époque de l'Union nationale presque tous les jours. Ses dessins claquent comme des coups de fouet. Ils traduisent à eux seuls tout le climat de lutte qui s'est alors engagée contre l'Union nationale à l'approche de la Révolution tranquille.

Il faudrait, un jour prochain, rassembler, étudier, puis rendre accessibles les dessins anti-duplessistes de LaPalme. En attendant, on peut juger un peu de leur puissance en jetant un oeil à ceux que nous reproduisons sur le site Internet du *Devoir*.

Combien de caricatures LaPalme a-t-il publiées

sur Duplessis? Des centaines, peut-être même des milliers. Dans le petit entrepôt qui jouxait son dernier atelier de dessin, il en conservait encore des piles énormes qui menaçaient d'ailleurs sans cesse de se renverser.

Ces dessins n'ont pas provoqué de séisme en tombant un à un, jour après jour, sur le dos de l'Union nationale. Ils comptent néanmoins beaucoup dans l'histoire des idées de cette période. L'attention que leur accordait l'Union nationale elle-même suffit déjà pour s'en assurer: aux élections de 1956, LaPalme raconte qu'un avocat proche du régime Duplessis, M^r Marcel Robillard, est venu le voir chez lui, devant témoin, pour lui offrir 25 000 \$ et la promesse d'un autre versement en argent à condition qu'il participe à une stratégie liée à la réélection de Duplessis. Forte tête et convaincu de toute façon que sa liberté vaut bien plus encore, LaPalme refuse net.

Robert LaPalme n'a tout de même pas toujours combattu Duplessis. En 1936, il le soutient même comme le champion d'une lutte sans trêve contre le régime corrompu du libéral Alexandre Taschereau. Grâce à Robert Rumilly, il obtient à cette époque des entrevues à New York, notamment avec le chef d'orchestre Wilfrid Pelletier, qui lui permettait de s'installer et de travailler comme caricaturiste dans les journaux de la mégapole américaine.

Après la guerre, LaPalme a vieilli et ses idées, plus sûres d'elles-mêmes, s'attachent désormais à des idées libérales qui lui font combattre l'Union nationale, entre autres au nom de son désir de voir la richesse être redistribuée de façon plus équitable dans la population. «Le respect de l'être humain devient bien faible quand on laisse les riches tout posséder», disait-il.

Le Devoir



«Le respect de l'être humain devient bien faible quand on laisse les riches tout posséder»

— Robert LaPalme

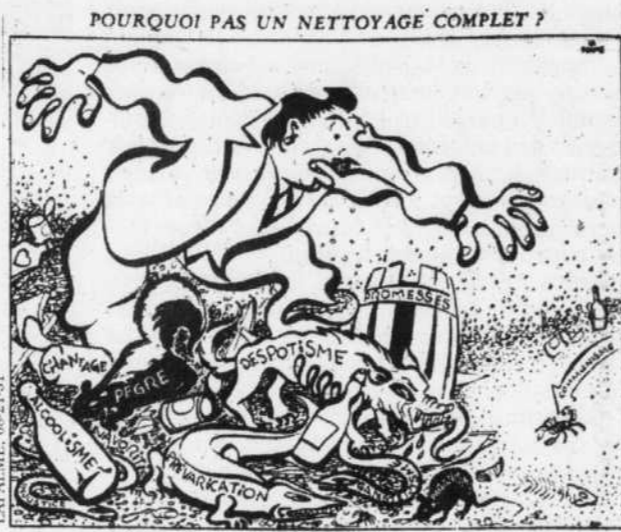


Maurice Duplessis en cinq dates

- 1890: naissance de Maurice Le Noblet Duplessis à Trois-Rivières.
- 1927: élu pour la première fois comme député conservateur.
- 1933 Remplace Camillien Houde à la tête des conservateurs.
- 1935: forme une coalition avec l'Alliance libérale, des libéraux dissidents, pour lancer l'Union nationale.
- 1936: élu premier ministre du Québec. Battu en 1939 par le libéral Adélard Godbout, il sera réélu en 1944, 1948, 1952 et 1956.
- 1959: le 7 septembre, décès à Schefferville, dans le Nord du Québec. C'est Paul Sauvé qui le remplace. Mort en fonction, Sauvé est remplacé comme premier ministre par Antonio Barrette jusqu'à la défaite de l'Union nationale le 22 juin 1960.

À voir ces jours-ci:

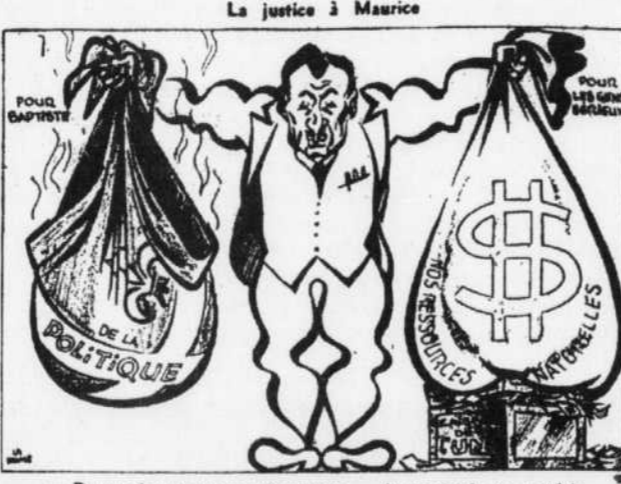
- Colloque «Duplessis, son milieu, son époque», les 17 et 18 septembre à l'Université du Québec à Trois-Rivières, où plusieurs spécialistes présentent leurs recherches sur le «cheu!».
- *Désormais l'avenir!*, une exposition consacrée à Paul Sauvé, le successeur de Duplessis, présentée au Musée du château Dufresne du 10 septembre 2009 au 2 janvier 2010.



— «Faut débarrasser Québec de cette saleté!».



— «Je ne peux plus endurer ces émanations-là»



— Du sentiment aux sentiments — du matériel aux matériaux — des émotions aux émoitions.



Gérard Filion, lors d'un discours au Reine Elizabeth, avec en arrière-plan une photo du fondateur du *Devoir*, Henri Bourassa.

Faites taire Le Devoir!

JEAN-FRANÇOIS NADEAU

Les centres d'opposition à l'Union nationale de Duplessis ont assez peu nombreux au cours des années 1950. Il y a notamment la faculté des sciences sociales de l'Université Laval, dirigée par le père Georges-Henri Levesque, l'Institut des affaires publiques, le Rassemblement démocratique et *Cité libre*, une revue au tirage presque confidentiel où l'on trouve aussi bien Pierre Elliott-Trudeau et Gérard Pelletier que Pierre Vadeboncoeur. Mais c'est surtout au *Devoir*, avec André Laurendeau, Gérard Filion, Pierre Laporte, Jean-Marc Léger et quelques autres que s'organise la résistance quotidienne au régime Duplessis.

Le directeur du journal, Gérard Filion, charge sans ménagement l'Union nationale, avec des mots qui dépassent de beaucoup ceux que l'on permettrait désormais dans les journaux. En éditorial, à la suite de la réélection du gouvernement en 1956, Filion dit par exemple ceci des partisans de l'Union nationale: «Leur produit naturel, j'allais dire leur fumier, c'est Duplessis.»

Laurendeau considère pour sa part le premier ministre comme un autocrate de la pire espèce. Lorsqu'en 1958, à l'occasion d'une conférence de presse, Duplessis chasse brutalement le journaliste Guy LaMarche avec l'aide de la police, sous le seul prétexte qu'il travaille pour *Le Devoir*, en voilà trop. Dans un de ses plus célèbres textes, Laurendeau présente alors le chef de l'Union nationale comme un «roi nègre», une sorte de marionnette coloniale au service de puissances d'argent qu'il croit contrôler mais qui le dominent en définitive complètement.

Ce qui caractérise le mieux le régime Duplessis, explique alors Laurendeau, est la pratique de l'arbitraire. Duplessis choisit même «parmi les jour- re ce journal indépendant qu'est *Le Devoir*, se demandent les partisans de Duplessis? Le *Montréal-Matin*, ce quotidien dont l'Union nationale tire les fils, ne suffit pas pour couvrir sa voix. Plusieurs plaident alors pour que l'Union nationale finance aussi en douce des journaux ou des revues animés par des hommes sûrs.

Comment faire taire le journal indépendant qu'est *Le Devoir*, se demandent les partisans de Duplessis? Le *Montréal-Matin*, ce quotidien dont l'Union nationale tire les fils, ne suffit pas pour couvrir sa voix. Plusieurs plaident alors pour que l'Union nationale finance aussi en douce des journaux ou des revues animés par des hommes sûrs.

Le Devoir

NOUVEAU MAGAZINE DE CONSOMMATION

LUNDI 19 h

LÉGITIME DÉPENSE

UNE FAÇON ORIGINALE D'ABORDER LES ENJEUX DE CONSOMMATION AVEC DES COMÉDIENS JOUANT DES CONSOMMATEURS QUI NOUS RESSEMBLENT. ENQUÊTES, REPORTAGES, TRUCS ET CONSEILS.

telequebec.tv

Le cellulaire : première source d'endettement chez les ados.

Télé-Québec

MAÎTRE DES PLANS

AÉROPORT PIERRE-ELLIOTT-TRUDEAU

créateur de lieux urbains

cardinal-hardy.ca ARCHITECTURE | PAYSAGE | DESIGN URBAIN

POUR ANNONCER DANS CE GROUPEMENT, COMMUNIQUEZ AVEC JEAN DE BILLY AU 514 985-3456 OU JDEBILLY@LEDEVOIR.COM

MA MAISON — MES EXPERTS

RENOUVELLEMENT — DÉCORATION — AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR

Le foyer original à façade épurée!

www.artisan-du-store.ca

*50% de rabais ou installation gratuite

Stores sur mesures

*Bois ou PVC

Horizontaux ou Verticaux

couleurs et teintes à votre choix

OPAQUES ou SOLAIRES

Toiles à rouleau

Stores romains

Panneaux coulissants

Persiennes

INSTALLATION GRATUITE

Service à domicile **GRATUIT**

Fabriqués au Québec

Région de Montréal

514 231-8677

Laval et Rive-Nord

450 627-3716

Région de Trois-Rivières

819 696-8677

Région de Québec

418 654-8677

Décoration Claude Bouchard

2362, Beaubien E, Montréal (Qc)

POUR ANNONCER DANS CE GROUPEMENT, COMMUNIQUEZ AVEC JENNIFER BOILY-DEMERS AU 514 985-3502 OU JBOLY@LEDEVOIR.COM

ACTUALITÉS

Clément Duhaime reconduit à son poste à la Francophonie

CHRISTIAN RIOUX

Le diplomate québécois Clément Duhaime vient d'être reconduit dans ses fonctions à l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) dont il était le numéro deux depuis quatre ans. Abdou Diouf, secrétaire général de l'organisation qui rassemble 56 États et gouvernements, a annoncé hier à Paris que le mandat de l'administrateur principal serait renouvelé pour une période de quatre ans. L'actuel mandat de Clément Duhaime devait arriver à échéance le 31 décembre prochain.

«Clément Duhaime est un homme de vision, mais aussi du quotidien. Il a rempli totalement son contrat et développé une programmation innovante axée sur les résultats», nous a déclaré le secrétaire général Abdou Diouf en entrevue téléphonique de Paris. Même si, en 2008, un rapport de la Cour des comptes française avait égratigné la gestion de la Délégation à la paix, à la démocratie et aux droits de l'homme de l'OIF, Clément Duhaime rappelle que, chaque année, il a réduit de 5% les dépenses de fonctionnement et de gestion de l'organisation pour consacrer ces fonds aux missions de la Francophonie. Le budget du secrétariat général est aussi passé de 10 millions de dollars, en 2006, à 3 millions en 2008. «Il nous faudra être encore plus exemplaires dans notre gestion», dit Clément Duhaime. Dans quatre ans, l'OIF sera au même niveau que les autres grandes organisations internationales.»

En 2005, Clément Duhaime avait quitté le poste de délégué général du Québec à Paris pour occuper celui d'administrateur principal de l'OIF. Au cours de son premier mandat, il a réalisé l'intégration de l'organisme chargé de l'aide au développement (l'Agence intergouvernementale de la Francophonie) au sein de la nouvelle structure politique dirigée par Abdou Diouf. Il a aussi dû



Clément Duhaime

SOURCE OIF

gérer l'élargissement de l'OIF et solliciter une augmentation de la contribution des principaux pays membres. En décembre prochain, les ministres de la Francophonie se réuniront pour adopter la nouvelle programmation allant de 2010 à 2014.

Son prochain mandat devrait viser à rendre plus visibles les actions de l'organisation, nous a confié Clément Duhaime. Cet automne, l'OIF se donnera un nouveau site Internet. En juillet prochain, ses bureaux seront regroupés dans la nouvelle Maison de la Francophonie, qui deviendra la vitrine publique de la Francophonie dans la capitale française. Dans ses nouveaux locaux, la Maison de la Francophonie pourra aussi accueillir des activités culturelles.

À Paris depuis 25 ans, Clément Duhaime est l'un des rares diplomates de carrière que compte le Québec. Dans les prochaines semaines, il devra travailler avec le Canada et le Québec, organisateurs du sommet francophone de 2008, afin de trouver un nouveau lieu pour le prochain sommet de la Francophonie, prévu à la fin de l'an prochain. Le choix de Madagascar a dû être révisé depuis le coup d'État survenu en mars dernier.

Le Devoir

Investiture bloquiste dans Hochelaga

Duceppe appuie la candidature de Paillé

STÉPHANIE MARIN

Tentant un retour en politique, l'ancien ministre péquiste Daniel Paillé souhaite être candidat du Bloc québécois aux prochaines élections fédérales.

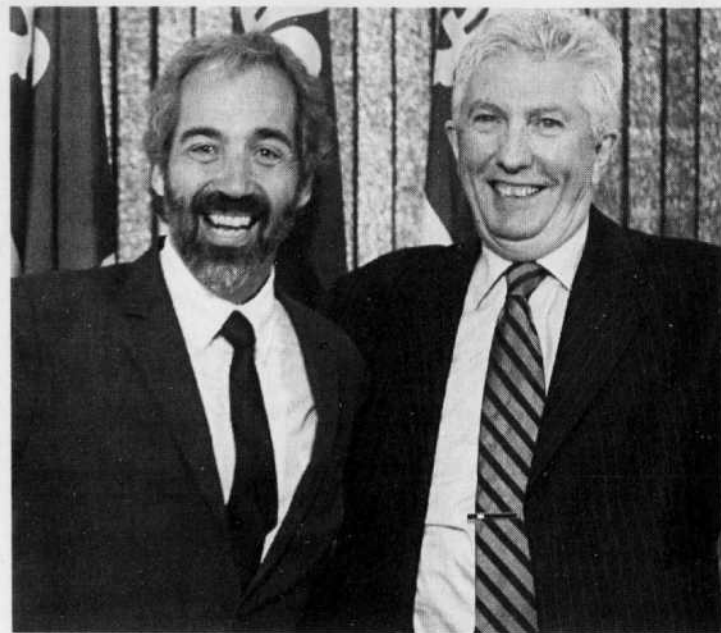
Il en a fait l'annonce hier lors d'un point de presse à Montréal. M. Paillé entend ainsi soumettre sa candidature à l'assemblée d'investiture du Bloc pour la circonscription montrealaise d'Hochelaga.

Cela ne se fera pas sans heurts puisqu'au moins trois autres candidats, dont des militants de longue date, ont manifesté leur intention de se présenter à l'investiture.

Mais M. Paillé pourra compter sur un appui important, celui de Gilles Duceppe. Le chef bloquiste a déclaré hier qu'il espérait que M. Paillé remporte cette course entre bloquistes. Il a longuement fait état de la vaste expérience de l'ex-ministre péquiste, autant en matière d'économie qu'au sein du gouvernement.

Il a aussi rappelé que «Daniel Paillé est un souverainiste de première heure». M. Paillé a renchéri, soutenant que «comme souverainiste, je suis conscient que tous les pouvoirs ne sont pas à Québec. Tous les pouvoirs pour notre développement qui restent à Ottawa, il faut aller les chercher».

M. Paillé s'est en outre défendu d'être en conflit d'intérêts pour avoir effectué récemment un mandat qui visait à revoir les pratiques de sondage du gouvernement fédéral. Il a ajouté qu'il a réalisé ce contrat dans le cadre de sa vie professionnelle et que le gouverne-



Daniel Paillé et Gilles Duceppe

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

ment était un client comme un autre. Le chef bloquiste a souligné qu'il s'agissait d'un contrat de «gouvernement et non du Parti conservateur».

Daniel Paillé a été ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie dans le gouvernement de Jacques Parizeau en 1994 et 1995, jusqu'en janvier 1996. Il avait été élu comme député péquiste dans Prévost en 1994. Il a aussi travaillé pour la Caisse de dépôt et placement du Québec et pour les entreprises Québécoises et Canam Manac. Il enseigne à l'École des hautes études commerciales.

M. Duceppe a aussi confié à Daniel Paillé la responsabilité d'être conseiller économique dans son cabinet.

À ce titre, M. Paillé dit vouloir aider la population à passer à travers la crise économique. Il a critiqué le gouvernement Harper qui continue, selon lui, son entreprise de démolition du secteur financier québécois et d'un certain nombre de pans de l'économie. Il s'oppose à la création d'une commission des valeurs mobilières pancanadienne, comme le gouvernement fédéral propose de le faire, et à l'harmonisation fiscale entre la TPS et la TVQ.

La circonscription d'Hochelaga a été représentée pendant plusieurs années par le bloquiste Réal Ménard, qui a décidé de faire le saut sur la scène politique municipale à Montréal.

La Presse canadienne

LES MATIÈRES ONT PLUS D'UNE VIE!

La collecte des matières recyclables, ça crée de nouveaux produits!

Tous ces contenants, emballages, imprimés et médias écrits que vous mettez à la récupération sont utilisés pour fabriquer de nouveaux produits.



Vos efforts, combinés à ceux de votre municipalité et de ses partenaires produisent des résultats concrets pour l'environnement!

VOTRE VOIX ÉCOLO.com



n° 1 au Canada

Jusqu'à la mi-octobre

Pour vos plus belles soirées...

Les soupers-croisières

1 BATEAU, 2 CHOIX!

À partir de 81\$ par adulte + taxes

Paquebot d'un soir
Tous les soirs
Souper-croisière Paquebot d'un soir :
Délicieuse table d'hôte 5 services,
« DJ live » et danse sous les étoiles

Nouvelle-Orléans
5 et 12 septembre
Souper-spectacle Nouvelle-Orléans :
Succulente table d'hôte 6 services
d'inspiration cajun, animation et
« band live » aux rythmes de la Louisiane

*** Dernière chance

Vous êtes un groupe? Renseignez-vous sur nos tarifs spéciaux, et profitez de notre promotion du mois de septembre « cocktail gratuit »!

1 877 692.1159

Reservation en ligne

croisieresaml.com

ACTUALITÉS

EN BREF



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Villanueva: reprise de l'enquête en octobre

Québec — L'enquête publique du coroner sur le décès de Fredy Villanueva, ce jeune homme abattu par la police l'an dernier, va reprendre le 26 octobre au palais de justice de Montréal. D'autres dates seront ajoutées. Les audiences publiques avaient été suspendues en mai dernier par le coroner ad hoc Robert Sansfaçon, qui avait invoqué des raisons d'équité procédurale. La famille Villanueva et les blessés avaient renoncé à participer activement à l'enquête du coroner à la suite du refus du ministre de la Sécurité publique, Jacques Dupuis, de payer l'ensemble de leurs frais d'avocats. Ils réclamaient aussi une enquête plus large. L'enquête peut maintenant reprendre puisqu'une entente a été conclue, tant sur la question des frais d'avocats que sur l'inscription dans les audiences des questions relatives au profilage racial. L'enquête a pour but d'établir les causes et les circonstances de la mort de Fredy Villanueva qui, à l'âge de 18 ans, a été abattu par un policier le 9 août 2008. Deux autres jeunes avaient été blessés lors du drame, qui avait provoqué une émeute le jour suivant dans l'arrondissement de Montréal-Nord. S'il y a lieu, après l'enquête, le coroner formulera des recommandations pour assurer une meilleure protection de la vie humaine.

— La Presse canadienne

Le Nouveau Havre peut aller de l'avant

Le maire Gerald Tremblay a confirmé hier que le projet résidentiel des bassins du Nouveau Havre, aux abords du canal La Chine, pourra aller de l'avant. Piloté par la Société immobilière du Canada, le projet résidentiel comportera 2000 unités, et sa construction s'échelonnera sur plus de dix ans. D'autres projets tardent toutefois à se concrétiser, comme celui de Griffintown, annoncé en grande pompe en 2007. Le maire Tremblay est persuadé que la première phase du projet se réalisera un jour. «On est patients. Les terrains sont là, a-t-il indiqué hier. Si on annonce Griffintown avant les élections, vous allez dire qu'on le fait pour des considérations électorales. On va attendre après les élections.» En février dernier, le promoteur Devimco avait fait savoir qu'en raison du climat économique, l'ambitieux projet immobilier de 1,3 milliard de dollars démarrerait plus modestement. Le montage financier de la première phase, évaluée à 300 millions, devrait être complété en décembre prochain, a indiqué hier un porte-parole de Devimco. La première pelletée de terre est maintenant prévue pour l'automne 2010. — Le Devoir

Un débris frôle la Station spatiale

Cap Canaveral, Floride — Un imposant débris est venu près de frapper la Station spatiale internationale, ratant l'engin par un peu plus d'un kilomètre. Les astronautes dormaient toujours, hier, lorsque le morceau d'une vieille fusée, d'une circonférence de 4,6 mètres, a volé près de l'appareil. Les responsables de la NASA surveillaient la situation et ont déterminé qu'il n'y aurait aucun problème, de sorte que les contrôleurs ont choisi de ne pas déplacer l'engin. L'incident s'est produit à 11h07, heure de l'Est, et selon la NASA, l'objet est passé à 1280 mètres (4200 pieds) de la Station internationale. Les astronautes ont procédé, tel que prévu, à une sortie dans l'espace jeudi qui leur a permis d'installer un nouveau réservoir de fluide réfrigérant.

— The Associated Press

Omar Khadr: la Cour suprême accepte la demande d'appel du Canada

Deux autres tribunaux inférieurs ont ordonné au gouvernement d'exiger le rapatriement du Canadien détenu à Guantánamo

MARIE VASTEL

Ottawa — La Cour suprême du Canada a fait savoir hier qu'elle entendrait l'appel du gouvernement canadien dans la cause qui l'oppose à Omar Khadr, mais les partis d'opposition appellent Ottawa à cesser de contester les décisions des tribunaux et à demander dès maintenant le rapatriement du jeune Canadien.

Omar Khadr, qui est aujourd'hui âgé de 22 ans, est emprisonné à la base américaine de Guantánamo depuis près de sept ans. Il est accusé d'avoir lancé, en 2002, une grenade ayant causé la mort d'un médecin militaire lors d'une escarmouche en Afghanistan. Il avait alors 15 ans.

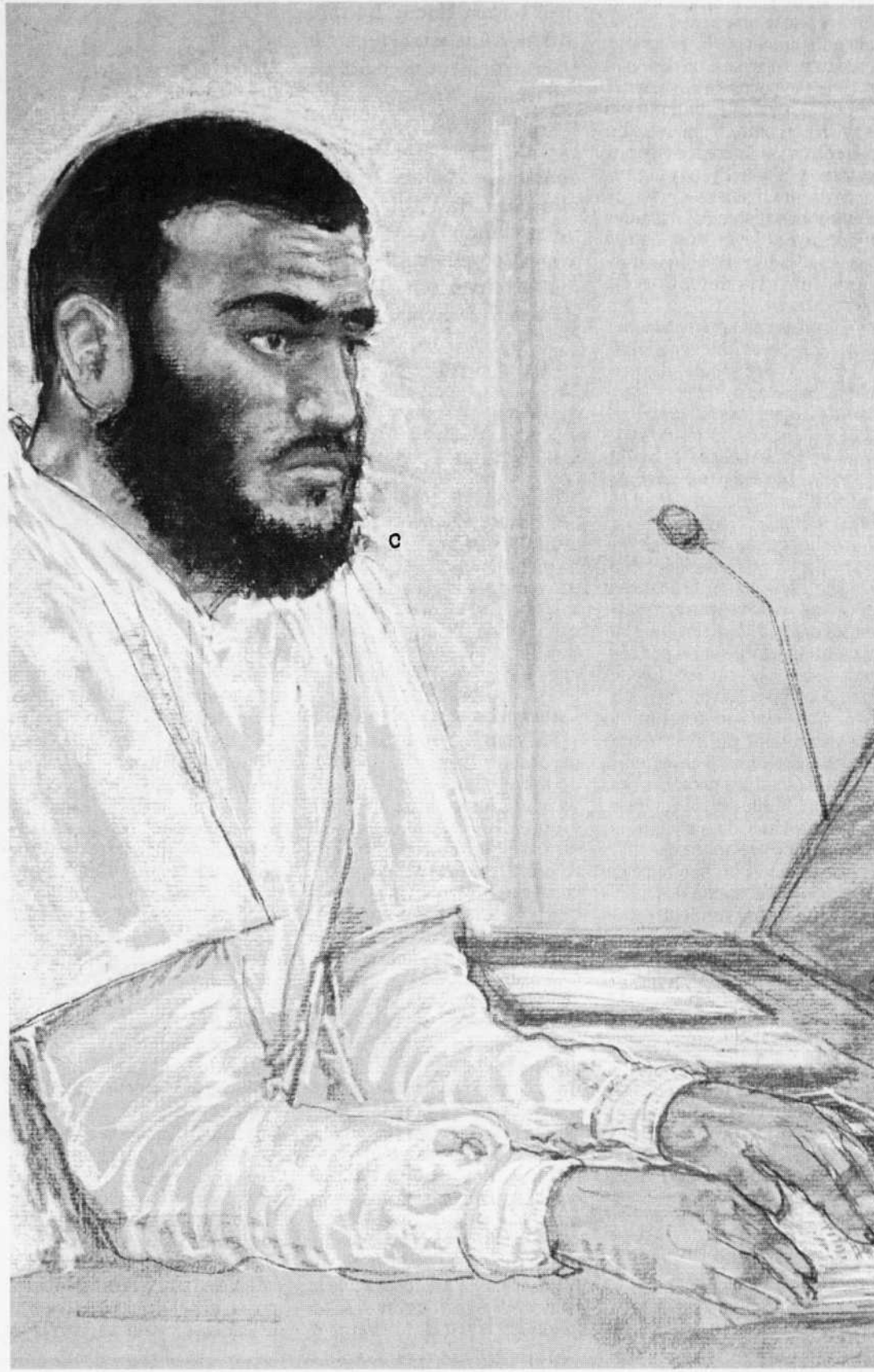
Il y a trois semaines, dans un jugement partagé de deux juges contre un, la Cour d'appel fédérale avait maintenu une décision antérieure de la Cour fédérale ordonnant au gouvernement de déposer une requête pour exiger le retour du jeune homme au Canada.

Le tribunal avait en outre conclu que M. Khadr a subi de mauvais traitements aux mains des Américains et que les autorités canadiennes étaient au courant de cette situation, ce qui équivaut à une violation de ses droits fondamentaux en tant que Canadien. Les juges avaient également statué que la situation était d'autant plus grave que M. Khadr avait subi ces mauvais traitements alors qu'il était mineur. Le gouvernement conservateur avait décidé de porter le jugement en appel.

L'audience de la Cour suprême se tiendra le 13 novembre. La Cour devra alors décider, comme le lui demande le fédéral, si les tribunaux ont l'autorité de statuer sur la politique du gouvernement en matière d'affaires étrangères.

Hier, le ministère des Affaires étrangères a réitéré, par voie de communiqué, la position des conservateurs dans ce dossier, à savoir que M. Khadr fait face à des accusations graves — notamment de meurtre, de tentative de meurtre, de complot, de soutien matériel au terrorisme et d'espionnage — et qu'il faut que la justice militaire américaine suive son cours dans cette affaire.

La déclaration souligne également que le président américain, Barack Obama, avait déjà fait savoir qu'il fermerait la prison de Guantánamo et qu'il éva-



Dessin d'Omar Khadr lors d'une comparution devant le tribunal militaire américain.

JANET HAMLIN REUTERS

luerait le statut des prisonniers qui y sont détenus.

«Nous avons intérêt à attendre l'issue des décisions prises par le président Obama. Le gouvernement du Canada assume ses responsabilités envers M. Khadr et il les assume-

ra encore quand le gouvernement américain lui aura fait part de sa décision», poursuit-on dans cette déclaration.

Le ministère a fait savoir que le gouvernement ne ferait aucun autre commentaire relativement à cette affaire, puis-

qu'elle est toujours en litige. Le ministre de la Justice, Rob Nicholson, a lui aussi refusé de commenter la nouvelle hier, lors d'un point de presse sur un autre sujet.

La Presse canadienne

Ramenez-le, dit l'opposition

Selon les trois partis d'opposition, il ne fait aucun doute qu'Ottawa doit cesser de remettre en cause les jugements des tribunaux et demander aux Américains de rapatrier le jeune Khadr. Il est le seul ressortissant occidental à toujours être détenu dans la prison militaire de Cuba.

Le député néodémocrate Joe Comartin s'est d'ailleurs dit convaincu hier que l'administration Obama n'aurait aucune objection à remettre M. Khadr entre les mains de la justice canadienne, puisqu'elle tente déjà de reloger les prisonniers afin de fermer sa prison de Guantánamo.

Quant à l'issue de l'ultime appel du fédéral dans cette affaire, M. Comartin s'est montré confiant que la Cour suprême maintiendra les décisions antérieures. «Je pense que la Cour va dire au gouvernement que, s'il brise la Charte des droits et libertés, les tribunaux ont la responsabilité de le corriger et, pour ce faire, de lui dire de quelle façon il doit gérer ledit dossier», a soutenu le député.

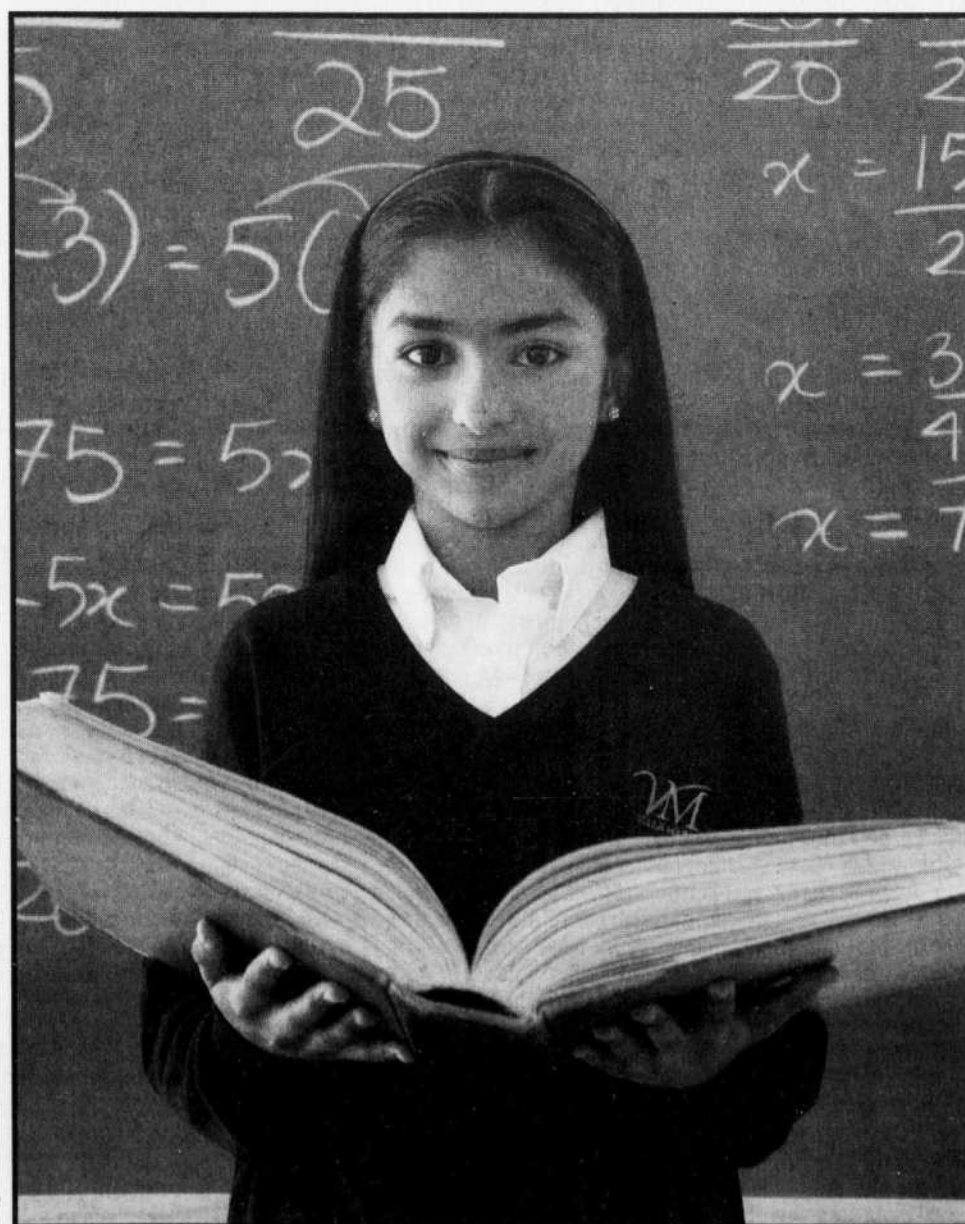
Et même si le gouvernement porte la décision en appel, en faisant valoir qu'il a le dernier mot en matière d'affaires étrangères, rien ne l'empêche de rapatrier le ressortissant canadien, a souligné le libéral Bob Rae.

«Le gouvernement canadien est en train d'insister pour dire qu'il a la discrétion absolue [en matière d'affaires étrangères], mais cet argument [...] ne l'empêche pas d'intervenir en faveur du retour de M. Khadr», a insisté le porte-parole du parti en matière d'affaires étrangères.

Même son de cloche du côté du Bloc québécois: la porte-parole en matière d'affaires étrangères, Francine Lalonde, a de nouveau appelé le gouvernement Harper à ne plus attendre et à demander le rapatriement du jeune homme dès maintenant.

La directrice de la section canadienne francophone d'Amnistie internationale, Béatrice Vaugrande, s'est pour sa part dite déçue que le plus haut tribunal du pays ait accepté d'entendre l'appel, mais s'est réjouie de la rapidité du processus puisque la cause sera entendue dans deux mois.

La Presse canadienne



Notre monde est complexe

D'où l'importance de choisir la bonne école

Dans un monde en constante évolution, il est rassurant de constater que certaines choses ne changent pas. Comme l'éducation offerte à Villa Maria par exemple. Ici, le développement intégral de nos jeunes est une priorité. À l'acquisition de solides compétences s'ajoute l'épanouissement de leur personnalité. Venez les rencontrer, visiter notre campus et découvrir notre nouveau pavillon dédié à la science, aux arts de la scène et au multimédia. Afin de mieux comprendre ce que signifie le mot réussir à Villa Maria.

Portes ouvertes - Secteur français
26 septembre, de midi à 16 h

Examens d'admission - Secteur français
1^{re} secondaire : 17 octobre
1^{re} à 5^e secondaire : 18 octobre

Portes ouvertes - Secteur anglais
3 octobre, de 13 h à 16 h

Examens d'admission - Secteur anglais
1^{re} secondaire : 24 octobre et 7 novembre
1^{re} à 5^e secondaire : 7 novembre

VILLA **VM** MARIA

LE BONHEUR D'APPRENDRE

4245, boul. Décarie, Montréal, QC H4A 3K4 (514) 484-4950 www.villamaria.qc.ca

LE MONDE

Pyongyang dit disposer d'une nouvelle filière nucléaire

Séoul — La Corée du Nord a affirmé hier être parvenue au dernier stade de l'enrichissement de l'uranium, un processus qui lui offrirait une alternative au plutonium dans la fabrication de l'arme atomique.

Cette annonce coïncide avec la visite dans la région de l'émis-saire américain Stephen Bosworth pour discuter avec les partenaires de Washington des moyens de faire revenir Pyongyang aux négociations sur son programme nucléaire.

Depuis Pékin, Stephen Bosworth a dit avoir seulement pris connaissance des déclarations nord-coréennes. «Évidemment, tout ce que le Nord peut faire dans le domaine du développement nucléaire est préoccupant pour nous», a-t-il dit après un entretien avec des responsables chinois.

Pour les spécialistes du régime communiste reclus, il s'agit d'une annonce visant à accroître la pression sur la communauté internationale après plusieurs gestes de conciliation.

«L'enrichissement expérimental de l'uranium a été réalisé avec succès pour entrer dans la phase terminale», a rapporté l'agence officielle KCNA, citant le contenu d'un courrier adressé au Conseil de sécurité de l'ONU.

Les États-Unis soupçonnent depuis longtemps la Corée du Nord de mener un programme secret d'enrichissement de l'uranium, même si les experts ont affirmé qu'elle en était loin.

La Corée du Nord enrichit du plutonium dans son complexe de Yongbyon, très surveillé, bien que les inspecteurs de l'ONU en aient été expulsés il y a quelques mois. C'est ce matériau qui a été utilisé lors des deux essais nucléaires auxquels a procédé Pyongyang, dont le dernier, le 25 mai, a provoqué un durcissement des sanctions.

Dans son courrier, la Corée du Nord affirme que son avan-

cée dans le processus d'enrichissement de l'uranium constitue une réponse aux sanctions qui ont notamment porté un coup au commerce d'armes, un des seuls secteurs exportateurs du pays.

Les analystes estiment qu'il s'agirait en outre d'une réaction à la relative indifférence face aux gestes qu'a faits Pyongyang ces dernières semaines — grâce de deux journalistes américaines détenues et levée des restrictions sur la traversée de la frontière entre les deux Corées, entre autres.

«Nous sommes prêts aux sanctions comme au dialogue», dit la lettre de la délégation nord-coréenne aux Nations unies. Si certains membres permanents souhaitent prendre d'abord des sanctions avant de dialoguer, nous répondrons en renforçant notre dissuasion nucléaire avant de les rencontrer pour dialoguer.

La Corée du Nord fait en outre porter au Conseil de sécurité la responsabilité de ses actes et de ses «contre-mesures fortes», en invoquant la différence de traitement qu'elle subit par rapport à sa voisine du Sud. Elle réitère son opposition aux négociations à six sur son programme nucléaire, dont elle s'est retirée en décembre. Ces pourparlers à six impliquent les deux Corées, la Chine, la Russie, le Japon et les États-Unis. Les cinq puissances ont proposé une aide énergétique et humanitaire en échange de l'abandon des ambitions militaires nucléaires de Pyongyang.

«Nous sommes très inquiets face à ces affirmations», a déclaré hier le porte-parole du département d'État, Ian Kelly. Auparavant, la Maison-Blanche avait dit vouloir continuer à appliquer vigoureusement les sanctions prises contre la Corée du Nord.

Reuters
Agence France-Presse

Une bavure très inopportune pour l'OTAN

Un raid aérien fait de nombreuses victimes civiles dans le Nord afghan

Le gouvernement du président sortant Hamid Karzaï a ordonné une enquête sur le bombardement de deux camions, hier, dans le nord de l'Afghanistan, tout comme l'OTAN, responsable de cette opération militaire. Les responsables de l'Alliance, de même que Washington, avaient promis de faire plus d'efforts pour épargner les civils dans le conflit.

JEAN-PIERRE PERRIN

Kaboul — La nouvelle bavure de la coalition internationale en Afghanistan tombe on ne peut plus mal, alors que le pays attend toujours le résultat de l'élection présidentielle de la fin août. Dans la nuit de jeudi à hier, un bombardement effectué par un avion de l'OTAN a tué 90 personnes, dont un nombre important de civils, dans la province de Kunduz, dans le nord de l'Afghanistan.

Camions-citernes volés

La frappe aérienne, demandée par l'armée allemande qui exerce le commandement dans la province de Kunduz, visait un groupe de rebelles qui s'étaient emparé de deux camions-citernes d'essence sur une grande route, près de la localité d'Angorbagh. Selon les témoignages d'un villageois rescapé et d'un porte-parole de la police locale recueillis par l'AFP, un ou deux camions s'étant embourbés dans le lit d'une rivière, les rebelles — des talibans ou des combattants du Hezb-e islami, très présent dans cette province? — ont invité la population à vider le camion de son essence. «Les villageois se sont rués vers la citerne avec tous les bidons et bouteilles qu'ils pouvaient emporter», a raconté le témoin, Mohammed Daoud.

C'est alors que l'aviation de l'ISAF (la force de l'OTAN en Afghanistan) a pris pour cible le convoi. «Il y avait de dix à 15 talibans sur le toit de la citerne et



Les victimes du bombardement ont été enterrées hier.

REUTERS

c'est à ce moment qu'ils ont bombardé. Tous ceux qui étaient là sont morts.»

Hier matin, les corps d'au moins huit personnes complètement brûlées étaient visibles dans une des salles de l'hôpital de Kunduz. De nombreux blessés étaient traités dans d'autres chambres. Au-delà de la tragédie pour la population civile, le bombardement témoigne de la dégradation de la situation dans le nord et le nord-est de l'Afghanistan. C'est ainsi que la route entre Mazar-i-Sharif, capitale du nord du pays, et Kunduz est régulièrement coupée en plein jour par les insurgés. Ceux-ci contrôlent aussi trois districts, majoritairement peuplés de Pachtounes.

Kunduz est l'un des rares endroits où les talibans ont effectivement combattu lorsque les forces de l'Alliance du Nord, soutenues par les Américains, sont intervenues en Afghanistan pour les chasser du pouvoir après le 11-Septembre. C'est aussi un fief du Hezb-e islami.

Cette région de l'Afghanistan a été confiée aux soldats allemands qui, en général, sortent très peu de leur base. Selon un chercheur

allemand, ils «sont quasiment en situation d'assiégés et, comme ils ne veulent pas avoir de pertes, ils ont abandonné le contrôle d'une large partie de la province aux rebelles». Ils ont cependant modifié leurs règles d'engagement et peuvent désormais tirer dès qu'ils se sentent menacés au sol. En revanche, leurs avions ne sont pas équipés pour bombarder et ils laissent ce soin aux Américains, Britanniques ou Français. La bavure d'hier, de par l'ampleur des pertes, a causé un immense scandale outre-Rhin.

Ravitaillement

Cela fait un an et demi que les insurgés ont commencé à se regrouper dans cette province, mais aussi dans celles voisines de Baghlan, Badghis, et même Balkh. «A Kunduz, Baghlan et Badghis, dans chacune de ces trois provinces, ils ont des centaines d'hommes», nous a confié jeudi le gouverneur et «homme fort» de Mazar-i-Sharif, Mohammed Atta, qui qualifie la situation dans le Nord de «préoccupante».

Cette situation n'est évidemment pas sans inquiéter l'ISAF, qui a commencé à organiser le

ravitaillement de ses forces à partir de l'Asie centrale, via deux routes, l'une venant d'Ouzbékistan et l'autre du Tadjikistan, et qui se rencontrent dans la province de Baghlan. Cette solution avait été mise en place après les attaques dont font régulièrement l'objet ses convois sur la route traversant le Pakistan depuis Karachi, essentiellement à partir de Peshawar. «Les talibans se sont manifestés dans la région bien avant que l'OTAN établisse ses deux routes en provenance d'Asie centrale. Mais cela va sans doute les pousser à intensifier leurs activités», souligne Mohammed Atta.

Dans les districts tombés sous leur contrôle, les talibans ont mis en place un embryon d'administration, notamment un gouverneur et des religieux chargés de la stricte application de la loi islamique et de rendre la justice. Cette partie du nord de l'Afghanistan est aussi une voie de communication pour les insurgés étrangers, principalement ouzbeks, qui ont comme stratégie de relancer l'agitation islamiste en Asie centrale.

Libération

EN BREF

Violences dans le Xinjiang

Urumqi — Cinq personnes sont mortes et 14 ont été blessées lors des nouvelles manifestations à Urumqi, capitale de la province du Xinjiang (ouest de la Chine), théâtre d'un regain de tensions entre les communautés Han et Ouïghoure, ont annoncé hier les autorités locales. Ces personnes sont mortes lors de la manifestation de jeudi, a indiqué le maire adjoint d'Urumqi. Plusieurs milliers de Chinois Han ont manifesté hier pour la deuxième journée consécutive à Urumqi, tandis que le gouvernement a accusé les musulmans ouïghours d'être à l'origine du regain de tension dans cette province, théâtre d'émeutes raciales en juillet. — Associated Press

Aung San Suu Kyi: appel entendu le 18 septembre

Rangoun — L'appel déposé par les avocats de l'opposante birmane Aung San Suu Kyi contre sa condamnation à 18 mois supplémentaires d'assignation à résidence sera examiné lors d'une audience le 18 septembre, a annoncé hier un tribunal de Rangoun. La lauréate du prix Nobel

de la paix, qui a passé 14 des 20 dernières années en détention, a été condamnée le 11 août dernier pour avoir enfreint les règles de son assignation à résidence en accueillant chez elle un citoyen américain, John Yettaw, en mai. Un de ses avocats a fait valoir que le jugement rendu par la justice birmane était illégal car fondé sur la Constitution de 1974, qui n'est plus en vigueur. Le verdict du 11 août avait provoqué l'indignation dans le monde. — Reuters

Perpet pour un soldat américain

Paducah — Un ancien soldat américain a été condamné hier par un juge fédéral du Kentucky à la prison à vie sans possibilité de libération pour le viol et le meurtre d'une adolescente irakienne en 2006 et le meurtre de sa famille. Steven D. Green, qui avait été renvoyé de l'armée pour «troubles de la personnalité» avant que cette affaire sanglante ne soit découverte, avait été reconnu coupable en mai des 17 chefs d'accusation qui pesaient contre lui, dont viol, meurtre et obstruction à la justice. L'ancien soldat était accusé d'avoir été le meneur d'une équipe particulièrement meurtrière au sud de Bagdad, en mars 2006. — AFP

Gabon: un parti d'opposition appelle à la «résistance»

FANNY PIGEAUD

Libreville — La situation restait tendue hier au Gabon, au lendemain de la victoire d'Ali Bongo à la présidentielle, contestée par l'opposition qui a appelé à «la résistance», tandis que des incidents sporadiques se poursuivaient à Port-Gentil, la capitale économique.

La Cour Constitutionnelle a confirmé hier l'élection d'Ali Bongo Ondimba à la présidence, au cours d'une cérémonie officielle de proclamation diffusée en direct par la télévision publique.

Dans un entretien publié par Le Monde, Ali Bongo a appelé l'opposition à accepter «le verdict des urnes» et dénoncé les «responsabilités» de celle-ci dans les troubles survenus après l'annonce de sa victoire jeudi.

«La compétition est maintenant terminée. Le peuple gabonais ne peut pas être pris en otage», a ajouté le fils du président défunt Omar Bongo, élu selon les chiffres officiels avec 41,73 % des suffrages pour un mandat de sept ans.

Mais l'Union du peuple gabonais (UPG) de l'opposant Pierre Mamboundou, arrivé troisième (25,22 %) à la présidentielle derrière l'ex-ministre de l'Intérieur André Mba Obama (25,88 %) et M. Bongo, a appelé hier à «la résistance».

«Face à l'oppression, l'UPG se prévaut de la déclaration univocelle des droits de l'homme qui, en pareille circonstance, légitime le recours à la résistance», a déclaré son porte-parole.

L'UPG a également fait part de sa «vive inquiétude pour la vie de [son] leader», assurant n'avoir aucune nouvelle de lui depuis la

dispersion, jeudi, d'un sit-in devant la commission électorale à Libreville. Dans son entourage, on avait pourtant assuré jeudi que M. Mamboundou était «en lieu sûr» mais qu'il avait été «blessé à la tête et à l'épaule».

Si le calme était revenu hier à Libreville, à Port-Gentil, deuxième ville du pays située à une centaine de kilomètres de la capitale, le commissariat du Château a été pillé par des manifestants.

Ce bâtiment d'un étage a été saccagé puis brûlé, a constaté un journaliste de l'AFP. Les pillards ont libéré ceux qui s'y trouvaient en garde à vue après une fuite des policiers, selon des témoignages concordants.

En fin de journée, des pillards ont aussi attaqué des commerces de la périphérie nord, à Ngadi. Ces violences, qui ont commencé jeudi notamment contre des intérêts français, dont le consulat, ont blessé trois femmes, dont une Britannique et une Polonaise. Un couvre-feu instauré par le gouvernement reste maintenu «jusqu'à nouvel ordre».

Le ministre de l'Intérieur également chargé de la Défense, Jean-François Ndongou, a déclaré hier soir que le Gabon n'avait pas besoin de l'aide militaire de la France, qui y dispose d'un millier de militaires.

Paris a réitéré à ses ressortissants d'éviter les déplacements et condamné les violences. «C'est aux autorités gabonaises d'apporter la sécurité dans le pays», a déclaré le porte-parole du quai d'Orsay Eric Chevallier, ajoutant que les militaires français restaient «mobilisés».

Agence France-Presse

Israël veut accélérer la colonisation, puis la geler

Washington «regrette» cette initiative

Jérusalem — Le premier ministre israélien Benjamin Nétanyahou va approuver la construction de plusieurs centaines de nouvelles habitations avant de consentir à un gel temporaire des colonisations en Cisjordanie, ont affirmé hier plusieurs de ses conseillers.

Ces collaborateurs, qui s'expriment sous couvert de l'anonymat, ont indiqué que M. Nétanyahou approuverait dans les prochains jours la construction de centaines de nouveaux appartements en Cisjordanie. Ils n'ont fourni aucun chiffre précis mais ont précisé que ces nouvelles habitations viendraient s'ajouter aux 2500 déjà en construction. Ces implantations se situeraient à l'intérieur des principaux foyers de colonies actuels, et un éventuel gel temporaire ne concernerait pas non plus Jérusalem-est, que les Palestiniens revendiquent comme capitale de leur futur Etat, selon ces sources.

Par ces informations, Israël semble défier ouvertement l'administration Obama, qui a publiquement fait du gel des colonisations par l'Etat hébreu une condition de la reprise des pourparlers de paix avec les Palestiniens.

La Maison-Blanche a d'ailleurs vivement réagi hier, affirmant que la décision de Benjamin Nétanyahou allait contre la feuille de route pour la paix au Proche-Orient. «Nous regrettons les informations sur les projets israéliens d'approuver la construction d'implantations supplémentaires, a déclaré le porte-parole de la Maison-Blanche Robert Gibbs dans

un communiqué. Comme l'a dit le président, les États-Unis ne reconnaissent pas la légitimité de l'expansion des implantations, et nous appelons à sa fin».

Reçu à Paris, le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, a fait hier du gel de la colonisation israélienne dans les territoires occupés un préalable à une éventuelle rencontre avec Benjamin Nétanyahou en marge de l'Assemblée générale des Nations unies à New York fin septembre. La rencontre «dépendra [...] des mesures qui l'auront précédée

concernant le gel de la colonisation», a répondu M. Abbas interrogé par la presse à l'issue d'un entretien d'une heure au Palais de l'Élysée avec Nicolas Sarkozy. Selon un communiqué de l'Élysée, le président français «a souligné qu'il était déterminant, pour permettre la reprise du processus de paix, que cessent les activités de colonisation».

Le secrétaire général de la Ligue arabe, Amr Moussa, a également condamné les projets de M. Nétanyahou, estimant qu'ils «suspendraient la processus de paix» s'ils étaient menés à bien. L'interprétation du premier ministre israélien de l'idée d'un Etat palestinien «fait de l'Etat palestinien une farce», a-t-il déclaré en marge d'une rencontre en Italie.

Le nombre de colons israéliens en Cisjordanie a plus que doublé depuis le début des années 1990, s'élevant aujourd'hui, à environ 300 000.

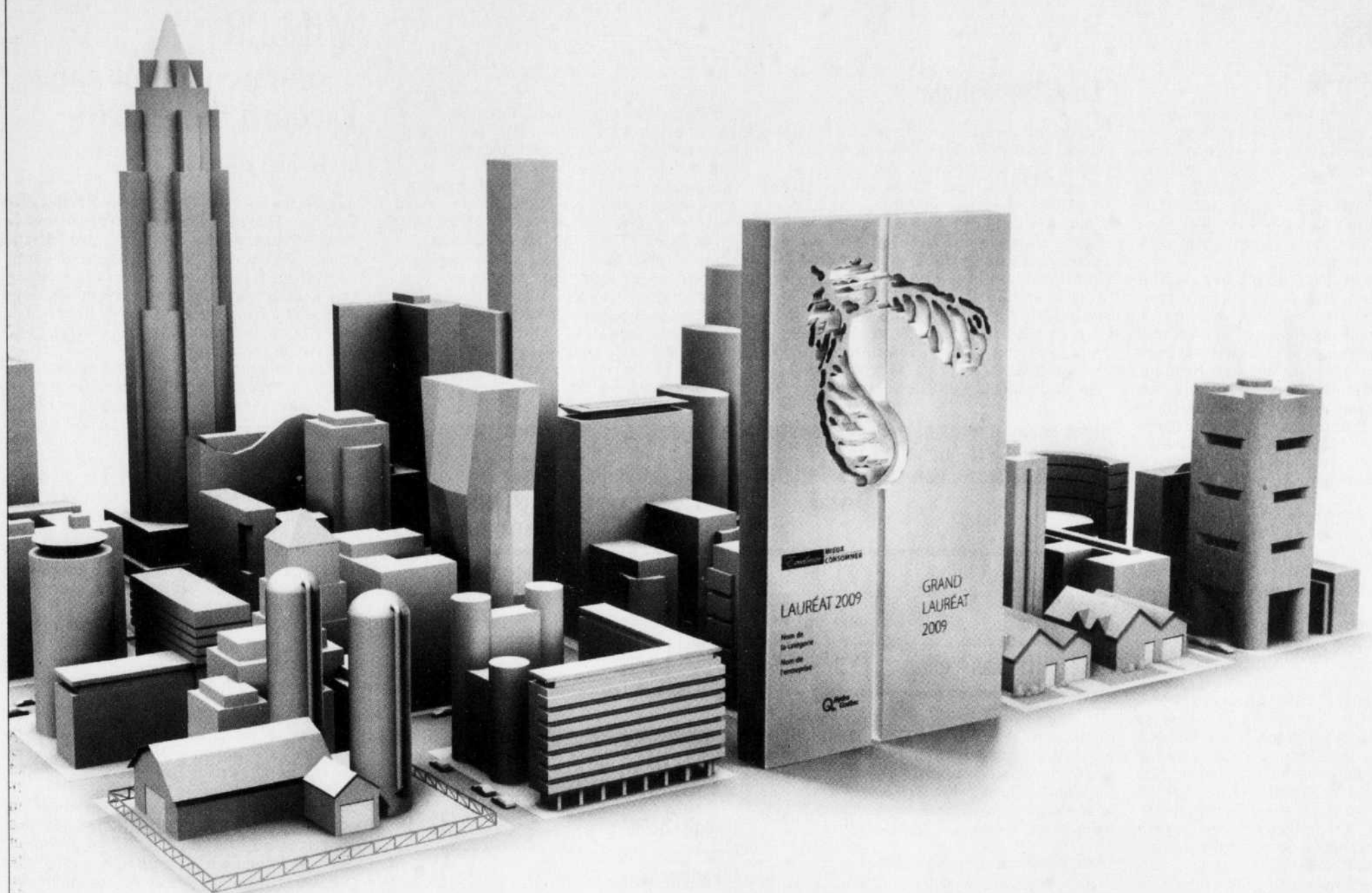
Associated Press

LE DEVOIR

SERVICE À LA CLIENTÈLE

FERMÉ POUR LA FÊTE DU TRAVAIL

LUNDI LE 7 SEPTEMBRE



FÉLICITATIONS À TOUS LES FINALISTES DU CONCOURS EXCELLENCE MIEUX CONSOMMER. ILS CONTRIBUENT À FAIRE DES ENTREPRISES D'ICI DES MODÈLES EN EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE.

Les lauréats de la deuxième édition du concours seront connus au moment de la remise des prix le 23 septembre prochain. Bonne chance à tous les finalistes.

CATÉGORIES CLIENTS D'AFFAIRES

Dans le cadre des programmes en efficacité énergétique d'Hydro-Québec qui leur ont permis d'économiser de l'énergie, ces entreprises se sont distinguées par le caractère novateur de leurs initiatives.

PROJET INSTITUTIONNEL

- **Commission scolaire de la Rivière-du-Nord**
Application de diverses mesures en efficacité énergétique à l'école de la Source, à Saint-Jérôme
- **Commission scolaire de la Seigneurie-des-Mille-Îles**
Intégration d'un système géothermique couplé à un échangeur à cassettes à la polyvalente Sainte-Thérèse
- **Commission scolaire Riverside**
Application de diverses mesures en efficacité énergétique à l'école St-Johns, à Saint-Jean-sur-Richelieu

PROJET COMMERCIAL

- **Aréo-Feu**
Application de diverses mesures en efficacité énergétique à un nouveau bâtiment, à Saint-Hubert
- **L.A. Hébert**
Application de diverses mesures en efficacité énergétique au siège social et aux ateliers, à Brossard
- **La Source Bains nordiques**
Application de diverses mesures concernant le chauffage au spa La Source, à Rawdon

PROJET INDUSTRIEL

- **AirBoss Produits d'Ingénierie**
Optimisation du système de refroidissement à l'usine d'Acton Vale
- **Manac**
Intégration d'un système de régulation des installations de ventilation à l'usine de Saint-Georges
- **Siemens Transformateurs Canada**
Amélioration du procédé de séchage des bobines de transformateur à l'usine de Trois-Rivières

PROJET AGROALIMENTAIRE OU AGRICOLE

- **Agrilait Coopérative agricole**
Optimisation des systèmes de ventilation, de refroidissement et de pompage à l'usine de Saint-Guillaume
- **Les Brasseurs du Nord**
Optimisation de plusieurs systèmes à l'aide de contrôles et de mesures de récupération de la chaleur à l'usine de Blainville
- **Nutrifrance**
Optimisation des systèmes de réfrigération, d'éclairage et de ventilation à l'usine de Saint-Jean-sur-Richelieu

CATÉGORIES PARTENAIRES D'AFFAIRES

Afin de soutenir et de conseiller les entreprises ou les particuliers qui ont à cœur d'économiser l'énergie, ces partenaires ont de façon remarquable, développé, fabriqué, mis en marché ou installé des produits éconergétiques.

PARTENAIRE EXPERT-CONSEIL

- Dessau
- GES Technologies
- Systèmes Énergie TST

PARTENAIRE DISTRIBUTEUR

- Deschênes et Fils (Québec)
- Lumen (Pointe-Claire)
- Nedco (Saint-Laurent)

PARTENAIRE FABRICANT OU AGENT MANUFACTURIER

- Agence Pasquarelli (2000)
- BAZZ
- Canlyte

PARTENAIRE DÉTAILLANT

- Les entrepôts Costco
- Réno-Dépôt
- RONA

PARTENAIRE MAÎTRE ÉLECTRICIEN

- Électri-Marc
- Les Services Pierre Lemire
- Yvon Mignault et fils

Pour en savoir davantage à propos du concours Excellence MIEUX CONSOMMER ou pour vous renseigner sur nos programmes, consultez le www.hydroquebec.com/mieuxconsommer/excellence.

ACTUALITÉS

MAROIS

SUITE DE LA PAGE 1

les deux grands partis depuis l'élection de décembre 2008. Le coude à coude était la règle depuis. Les intentions de vote pour l'Action démocratique, actuellement sans chef (et ce, jusqu'au 18 octobre), demeurent à 8 %. Stagnation aussi pour Québec solidaire (5 %), dont le porte-parole Amir Khadir semble un peu plus populaire que son parti, puisqu'il obtient 7 % à la question sur le «meilleur premier ministre».

Quant à la satisfaction à l'égard du gouvernement Charest, de mai à septembre, elle s'est déplacée d'un seul petit point, passant de 37 à 38 %, malgré la récession. «Habituellement, les gouvernements traversent mal, ou ne traversent pas, les récessions. Mais ici, les libéraux s'en tirent pour l'instant», dit Christian Bourque. L'été est toujours bon pour le gouvernement en place, ajoute-t-il. Le fait d'être moins visible l'aide à donner l'impression que les choses vont bien. La visibilité encore moins grande accordée à l'opposition ne facilite pas les choses à cette dernière, fait-il remarquer.

Le vote francophone au PQ

Le Parti québécois se consolera en soulignant qu'il a encore l'avance dans le vote francophone, où 45 % l'appuient, contre 33 % pour le Parti libéral. C'est pourquoi, même si «on note une avance pour les libéraux dans les intentions de vote, ça demeure une avance précaire», juge Christian Bourque.

A ce chapitre aussi toutefois, les chiffres indiquent une petite baisse pour le PQ et une légère remontée pour le parti au pouvoir, car en mai, une enquête de Léger Marketing accordait 48 % au PQ et 31 % au PLQ. Le PQ n'a donc plus les 17 % d'avance dans le vote francophone. Lorsque l'écart est de plus de 15 % en ces matières pour le PQ, ce dernier peut s'imaginer au pouvoir avec un gouvernement majoritaire. Or, l'écart est maintenant de 12 %. Il reste que le PQ «souffle dans le dos» du parti de Jean Charest, insiste M. Bourque. Par conséquent, ce dernier «ne peut gouverner comme s'il était seul à bord».

Les questions éthiques soulevées à propos de contrats accordés sans appel d'offres à une firme dont le ministre du Travail, David Whissell, est copropriétaire étaient dans l'actualité lorsque l'enquête a été menée (du 31 août au 2 septembre), mais pas celles entourant le nouveau député Jean D'Amour, qui fait l'objet d'une enquête du commissaire au lobbyisme. De toute façon, croit Christian Bourque, «tant que ces questions ne semblent pas toucher directement au premier ministre, il ne semble pas y avoir de mouvement dans l'opinion». C'est du moins ce que les sondages ont constaté lors du scandale des commandes, rappelle M. Bourque.

Le travail risque d'être ardu pour les troupes de Pauline Marois cet automne. D'abord, les gens sont «obsédés par la crise», sans toutefois voir dans le gouvernement un agent responsable de cet état

La méthodologie

L'industrie du sondage a beaucoup évolué au cours des dernières années avec l'arrivée des sondages Internet. Au cours des dernières élections américaines, canadiennes et québécoises, la démonstration a été faite quant à la qualité et la précision des résultats des sondages Internet. A cet égard, Léger Marketing a développé le plus grand panel Internet aléatoire et probabiliste comptant plus de 300 000 personnes. L'utilisation de techniques de recrutement aléatoire éprouvées, combinée à un processus d'inscription rigoureux en trois étapes assurent le caractère hautement représentatif du panel. Chaque fois qu'ils participent à un sondage, les inter-

nantes doivent valider leur identité et leurs caractéristiques personnelles, protégées par un code secret leur garantissant l'anonymat, assurant ainsi des données fiables et mises à jour à chaque utilisation.

Les sondages en ligne sont réputés pour produire des résultats d'une grande qualité, notamment parce qu'ils sont plus attrayants, interactifs et visuels, et parce que nous disposons d'une attention accrue de la part du répondant, qui peut lire les questions et prendre le temps d'y répondre au moment de son choix. Les sondages en ligne permettent aussi l'utilisation d'images fixes ou animées, de son et de techniques de mesure avancées, ce qui en fait un véhicule plus performant que les sondages traditionnels par téléphone.

LA SOUVERAINETÉ DU QUÉBEC

	Total	Francophones	Non-francophones
Pour	41 %	48 %	14 %
Contre	46 %	38 %	79 %
Ne sait pas/refus	13 %	14 %	7 %

de fait, puisqu'elle est «mondiale»; le Québec, selon plusieurs analystes, semble aussi s'en tirer un peu mieux qu'ailleurs. «S'ils veulent faire bouger l'opinion, les partis d'opposition vont devoir trouver les enjeux qui peuvent vraiment faire office de "poignées à saisir"», soutient Christian Bourque.

L'été pourrait se poursuivre

Or, tout semble conspirer à détourner l'attention de la politique québécoise cet automne. Dans la population, les esprits seront monopolisés par les élections municipales... et très probablement fédérales. Le gouvernement — toujours sur le plan de l'attention — pourrait donc voir son été se poursuivre. «Ça ne donne rien de faire de grandes annonces. À l'inverse, c'est peut-être le temps de prendre certaines décisions moins populaires», croit M. Bourque. C'est justement un grand dialogue sur les finances publiques qu'a annoncé le premier ministre le mois dernier, sans rien préciser depuis.

Il est à prévoir aussi que tactiquement, le gouvernement du Québec cherchera à attirer l'attention sur l'élection fédérale. La stratégie de se poser en «défenseur des intérêts du Québec» qui réclame beaucoup du fédéral lui a fait marquer plusieurs

LE MEILLEUR PREMIER MINISTRE

Jean Charest	32 %
Pauline Marois	25 %
Amir Khadir	7 %
Guy Rainville	1 %
Ne sait pas / refus	35 %

points dans l'opinion dans des circonstances similaires l'an dernier, souligne M. Bourque. L'opposition aura toutefois beau jeu de lui rappeler que depuis, les avancées n'ont pas été nombreuses.

Le Devoir

DUPLESSIS

SUITE DE LA PAGE 1

Duplessis de faire interdire tout groupe soupçonné d'activité gauchisante. Son grand œuvre reste cependant la lutte qu'il mène pour la reconnaissance de l'émancipation juridique des femmes. Grâce à son action, les femmes obtiennent que soit levée la tutelle machiste qui les invalidait juridiquement au même titre que les enfants ou les simples d'esprit.

Alors pourquoi le suicide de cet homme énergique qui place toute son entreprise sociale sous le signe de la liberté? On a vraisemblablement voulu le faire chanter pour une simple affaire de mœurs. A partir de 1956, sa vie semble être prise dans un étouffement. Le matin du drame, il se frotte les mains avec insistance, comme pour se soulager d'une douleur, et fait les cent pas dans son salon. Miné, épuisé, il décide que la lutte suffit. Selon Gérard Filion, le directeur du journal, Perrault n'a jamais facturé un seul de ses services au Devoir au fil des ans.

L'arbitraire au pouvoir

Bon prince, Duplessis envoie immédiatement à la famille éprouvée un télégramme. Il offre ses condoléances. Il salue la mémoire de l'avocat.

Le caricaturiste Robert LaPalme raille volontiers des actions semblables. Lorsqu'on a arraché la tête de quelqu'un en mimant un accident, dit-il, on peut bien faire semblant ensuite d'être désolé...

Au lendemain de la mort de Perrault, l'historien Robert Rumilly, conseiller informel de Duplessis, écrit pour sa part qu'«une mort, quelles qu'en soient les circonstances, inspire un mouvement de respect». Mais il s'empresse aussitôt d'ajouter que le respect a des limites et qu'il continue de combattre les idées de Perrault puisque sa vision du monde remet «en jeu l'avenir du Canada français», rien de moins.

Quelle est cette vision du Canada français que défend Duplessis et qu'il confond volontiers, tout comme Rumilly, avec l'avenir de la nation elle-même? Impossible de la résumer, comme on le fait pourtant souvent, par l'expression consacrée qu'est la Grande Noirceur.

Un régime libéral?

Cinquante ans après la mort de Maurice Duplessis, des réévaluations de son règne laissent désormais comprendre que son gouvernement

proposait une stratégie d'État libéral dont les résultats économiques n'étaient guère différents de ceux, par exemple, de l'Ontario.

Gilles Bourque et Gilles Duchastel, tout deux de l'Université du Québec à Montréal, ont revisité, dans les années 1990, les perspectives qui associaient les années de Duplessis avec un immobilisme effroyable que résume souvent l'expression «Grande Noirceur».

Ils ont montré dans leur étude rigoureuse que, sur le plan économique surtout, les perspectives offertes par l'Union nationale n'étaient pas celles d'une société statique comme on pouvait le croire. En fait, le régime Duplessis accompagne avec prudence une stratégie de développement, comme dans plusieurs autres régimes libéraux de l'époque, stratégie qui invite surtout à l'action de l'entreprise privée et des capitaux étrangers.

Le principe de l'autonomie de la province, agité de façon plutôt rituelle par un Duplessis gratifié de l'onction électorale en 1936, 1944, 1948, 1952 et 1956, lui permet de mettre sa politique au service des entreprises, sous le couvert d'un discours conservateur, voire parfaitement rétrograde.

Un des arguments que les défenseurs du libéralisme économique ont l'habitude d'évoquer comme une vérité transcendante, c'est que le capitalisme est lié de près à la démocratie. Mais la croissance économique rapide et l'absence de déficit des années Duplessis sont-elles tout ce qu'il convient de retenir d'un système politique pareil afin de le caractériser?

«Ce que le régime Duplessis a de plus pernicieux», écrit André Laurendeau en février 1959, c'est sa tendance constante à recourir à l'arbitraire, sa volonté d'échapper aux règles générales et fixes, son art d'utiliser les impulsions du chef comme moyens de gouvernement. Contrats sans soumissions, octrois non statutaires; représailles contre les personnes; ce sont les manifestations quotidiennes auxquelles l'arbitraire donne lieu. Quand il s'associe à l'intolérance, alors la liberté de tous est en danger.» Déjà pointait la nécessité des réformes qui seront entreprises au début des années 1960, au cours de la Révolution tranquille.

Le duplessisme

Fils d'un député ultramontain, Maurice Duplessis est nationaliste dans la lignée d'un certain conservatisme canadien-français où l'Eglise et l'agriculture sont toujours auréolées de toutes les vertus. Il ne défend pas pour autant avec ardeur une conception vraiment précise du nationalisme, préférant naviguer à vue, dans une perspecti-

ve d'abord électoraliste.

Robert Rumilly, qui sera, avec Conrad Black, le principal biographe et thuriféraire de Duplessis, estime que cet homme pragmatique est un «esprit positif, avec de chauds mouvements, de fortes convictions religieuses», bref un personnage hautement recommandable. Sous sa plume, comme sous celle de Black, Duplessis se confond sans cesse avec «sa province» elle-même.

Mais existe-t-il une idéologie duplessiste? Pas au sens où l'Union nationale et son chef souscrivent à une théorisation politique bien précise. Les duplessistes se méfient trop des intellectuels pour adhérer à une doctrine soigneusement structurée. Une personnalité intellectuelle comme André Laurendeau se voit d'ailleurs traité avec mépris par le «cheu» de «joueur de piano» ou de «danseur de ballet», ce qui, dans les formes du langage de l'époque, équivalait à être méprisé à titre d'intellectuel.

Pierre Laporte, à l'époque journaliste au Devoir, estime que pour Duplessis, «être un intellectuel, un littéraire ou, d'une façon générale, un spécialiste, c'était à ses yeux être un rêveur, quelqu'un qui plane entre ciel et terre, qui manie cette chose dangereuse qui s'appelle des idées». Comme si lui-même n'en avait pas!

L'Union nationale adhère à une idéologie, dans le sens où il peut se dégager de ses pratiques et de ses positions politiques des constantes et des traits de pensée bien nets. Les discours du régime reprennent ad nauseam les mêmes thèmes: la tradition, l'ordre, l'anticommunisme, la discipline, la stabilité, le courage, l'autorité, le respect de la loi, celle de l'État autant que celle de l'Eglise, l'une n'allant pas sans l'autre.

De l'avis des duplessistes, il existe même en quelque sorte un homme proprement canadien-français qui doit pouvoir évoluer en tant que tel, c'est-à-dire en plein accord avec tous les discours de l'Union nationale supposés le décrire.

Le Devoir

En complément aux articles de Jean-François Nadeau sur Maurice Duplessis, Le Devoir présente sur son site Internet un ensemble de documents: des unes historiques, trois éditoriaux de Gérard Filion et André Laurendeau qui témoignent de la lutte menée par Le Devoir contre Duplessis, une vidéo d'un discours électoral de Duplessis provenant des archives de Radio-Canada et une sélection de dix caricatures de Robert LaPalme publiées dans Le Devoir dans les années 1950. Rendez-vous au www.ledevoir.com/politique/duplessis.

Le Devoir

LE DEVOIR

www.ledevoir.com

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts. Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration : 514-985-3333

Comment nous joindre ?

La rédaction

Au téléphone 514-985-3333
Par télécopieur 514-985-3360
Par courriel redaction@ledevoir.com

La publicité

Au téléphone 514-985-3399
Par télécopieur 514-985-3390
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344
Par télécopieur 514-985-3340
Par courriel avisdev@ledevoir.com

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322
Par télécopieur 514-985-3340

Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur 514-985-5967
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346
Par télécopieur 514-985-3390